



PREFECTURE DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON
PREFECTURE DE L'HERAULT

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
LANGUEDOC-ROUSSILLON

ARRETE PREFECTORAL N° 2012-I-055

mettant en demeure, en application de l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement, la
Société GAZECHIM de se conformer aux règlements en vigueur dans l'exploitation de son
usine située sur le territoire de la commune de BEZIERS

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon
Préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des
substances ou des préparations dangereuses, présentes dans certaines catégories d'installation classées
pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°2008-1-1472 du 27 mai 2008 portant réglementation complémentaire des
installations de la société GAZECHIM sur la commune de Béziers ;

VU l'inspection conduite le 18 octobre 2011 par l'inspection des installations classées pour la protection de
l'environnement ;

La Société GAZECHIM entendue ;

VU le rapport de M. le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la
région Languedoc-Roussillon,

CONSIDERANT que l'usine exploitée par la Société GAZECHIM à BEZIERS est classée, notamment, sous
les rubriques n°113-3a, 1136, 1138, 1141 et 1171 de la nomenclature des installations classées et relève du
régime A/S,

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées a pu constater, lors de l'inspection effectuée le
18 octobre 2011, que cette usine ne répondait pas totalement aux dispositions imposées
par les articles 2.1.5, 7.2.1.1 et 7.2.1.4 de l'arrêté préfectoral n°2008-1-1472 du 27 mai 2008
susvisé,

CONSIDERANT que ces manquements sont de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, en particulier à la sécurité des biens et des personnes,

CONSIDERANT que, devant cette situation et suivant les prescriptions de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, il appartient de mettre en demeure la société GAZECHIM de satisfaire aux conditions édictées par les règlements en vigueur, notamment celles des articles 2.1.5, 7.2.1.1 et 7.2.1.4 de l'arrêté préfectoral n°2008-1-1472 du 27 mai 2008 susvisé.

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault.

ARRÊTE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRETE

La Société GAZECHIM, dont le siège social est situé 15 rue Henri Brisson - BP 405 - 34504 BEZIERS, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté relatif à son usine sise 27 rue Martin Luther King - ZI du Capiscol, sur le territoire de la commune de Béziers.

ARTICLE 2 – AUDIT REGLEMENTAIRE

La Société GAZECHIM est mise en demeure de respecter, avant le mois de mars 2012, les dispositions de l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral n°2008-1-1472 du 27 mai 2008 susvisé.

Ainsi, la Société GAZECHIM doit réaliser une vérification exhaustive du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2008-1-1472 du 27 mai 2008 susvisé.

Les résultats de ces vérifications ainsi que les actions correctives mises en œuvre sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3 – CLÔTURE

La Société GAZECHIM est mise en demeure de respecter, avant le mois de mars 2012, les dispositions de l'article 7.2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2008-1-1472 du 27 mai 2008 susvisé.

En conséquence, la Société GAZECHIM doit, avant mars 2012, présenter une clôture d'une hauteur minimale de 2,50 mètres sur toute sa périphérie.

ARTICLE 4 – CONTRÔLE DES ACCES

La Société GAZECHIM est mise en demeure de respecter, début janvier 2012, les dispositions de l'article 7.2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2008-1-1472 du 27 mai 2008 susvisé.

En conséquence, la Société GAZECHIM doit, début janvier 2012, prendre les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

ARTICLE 5 – ACCUEIL DES VEHICULES

La Société GAZECHIM est mise en demeure de respecter, avant le mois de mars 2012, les dispositions de

l'article 7.2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2008-1-1472 du 27 mai 2008 susvisé.

En conséquence, la Société GAZECHIM doit compléter la consigne spécifique en prévoyant à minima :

- la vérification des justificatifs de conformité réglementaire de l'ensemble (wagon, camion, citerne, isoconteneur et sphère) : vérification sur pièces ou marquage réglementaire ;
- un contrôle visuel afin de s'assurer de l'absence d'anomalie ;
- la vérification de l'utilisation de la citerne dans la gamme pour laquelle elle a été conçue (niveau de remplissage y compris au moyen du bon de pesée, substance...).

ARTICLE 6 – EMBLACEMENT DE STATIONNEMENT

La Société GAZECHIM est mise en demeure de respecter, avant le mois de juin 2012, les dispositions de l'article 7.2.1.4 de l'arrêté préfectoral n°2008-1-1472 du 27 mai 2008 susvisé.

En conséquence, la Société GAZECHIM doit, avant juin 2012, mettre en place sur les emplacements de stationnement des citernes, isoconteneurs et sphères de gaz toxiques des détecteurs de gaz toxiques, alarmés et associés à la mise en sécurité rapide des installations. Le nombre et la disposition de ces détecteurs sont fixés par l'exploitant d'une étude réalisée par l'exploitant sur la base d'une étude réalisée par l'exploitant et tenant compte des caractéristiques des gaz toxiques.

La Société GAZECHIM transmet, avant mars 2012, les justificatifs démontrant que les dispositions sont prises pour la mise en place des actions correctives.

ARTICLE 7 – JUSTIFICATIFS DE CONFORMITE

La Société GAZECHIM est mise en demeure, avant mars 2012, de fournir un mémoire relatif à la mise en place des actions correctives. Ce document comprendra notamment les justificatifs relatifs au respect des prescriptions des articles 2 à 6.

ARTICLE 8 – MESURES COMPENSATOIRES

Dans l'attente de cette mise en conformité, la Société GAZECHIM est tenue de prendre immédiatement toutes les mesures compensatoires nécessaires afin d'assurer le maintien en sécurité de l'ensemble des installations.

Ces mesures seront communiquées, sous quinzaine, au Préfet de l'Hérault ainsi qu'à l'inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

ARTICLE 9 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PENALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de la Société GAZECHIM, des sanctions administratives prévues notamment à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 10 – DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11 – CONTENTIEUX

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de MONTPELLIER, conformément aux dispositions de l'article L.514.6 du Code de l'Environnement :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou allénuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 12 – INFORMATIONS DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de Béziers et pourra y être consultée,
- un extrait de cet arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette Mairie,
- ce même extrait devra être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

ARTICLE 13 – EXECUTION

Le Préfet de l'Hérault,

le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, région Languedoc-Roussillon,

le Directeur Départemental des services d'Incendie et de Secours,

le chef du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile,

le Maire de Béziers,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée administrativement à la Société GAZECHIM, dont le siège social est situé 15 rue Henri Brisson - BP 405 - 34504 BEZIERS.

Montpellier, le

Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation
Le Sous-Préfet

Océlie LANGELET